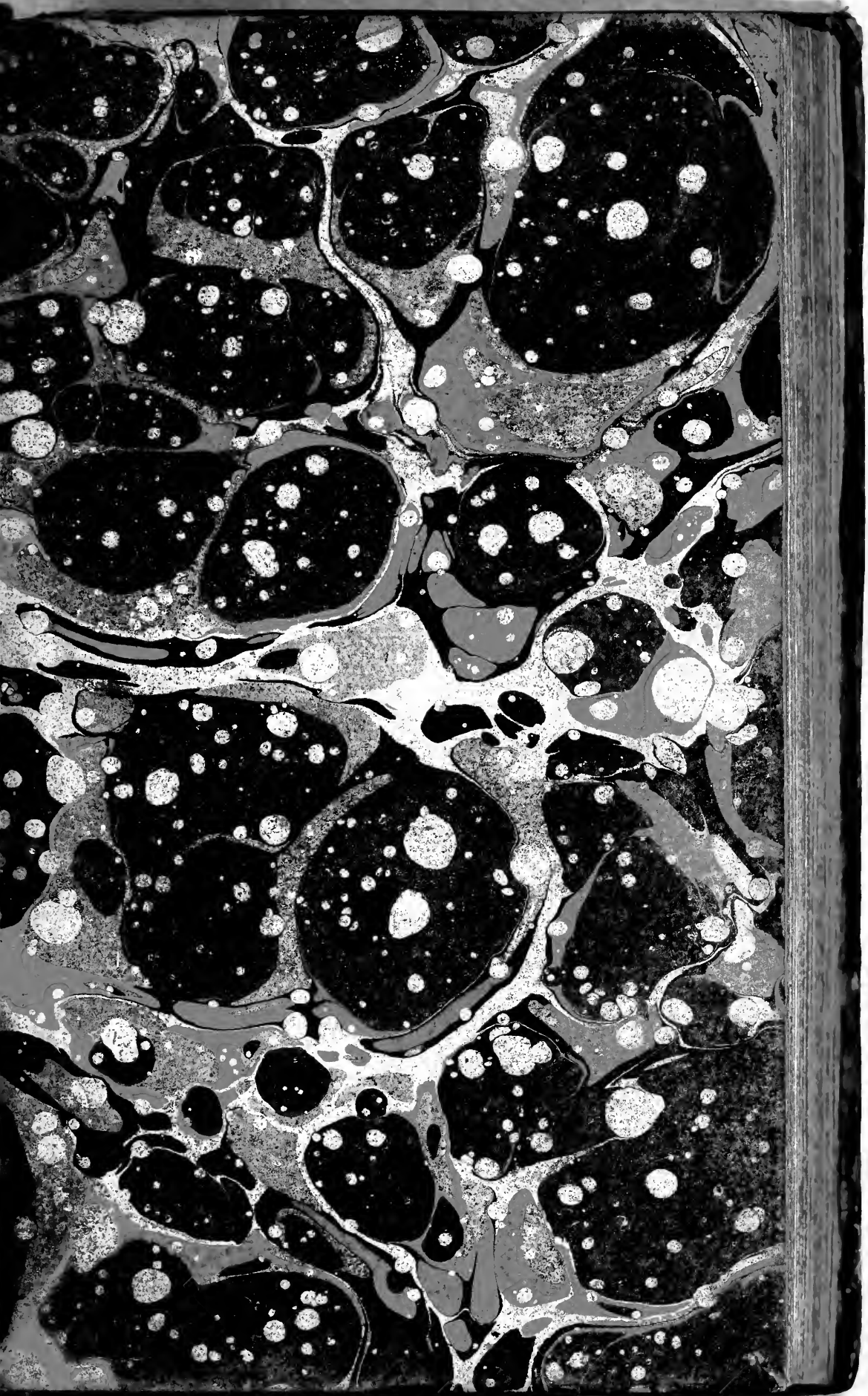






John Carter Brown
Library
Brown University



Handwritten text, possibly a signature or date, appearing as "1882" or similar.

(89)

Q. 1040

du Cap ; ils y furent intercalés & soumis à la discipline militaire. Ils y ont vécu pendant plus de six mois, logeant & mangeant avec les soldats, marchant ensemble contre les brigands, & se donnant des preuves réciproques d'estime & d'amitié. Pendant tout ce tems il ne s'est élevé aucune rixe particulière entre eux. Cette conduite désespéra les agitateurs qui ne négligeoient rien pour attirer le Régiment du Cap dans leur parti contre les Citoyens de couleur. Il paroît que la faction y a enfin réussi depuis notre déportation de la Colonie, si l'on en juge par la lettre du Commissaire Civil Sonthonax.

Quelques mois avant elle étoit parvenue de même à faire prendre à l'Assemblée Coloniale un arrêté pour retirer du Régiment du Cap les Citoyens de couleur & Nègres libres : cette résolution nous affligea, le service militaire en souffrit beaucoup, mais nos rapports de cordialité avec eux continuèrent, malgré cette séparation.

A l'Abbaye, le 31 Janvier 1793, l'an second de la République.

CAMBEFORT.

Des Imprimeries des Frères CHAIGNIEAU, rue & aux Petites Écuries de Chartres; rue Maçon, n°. 9, près celle Saint-André-des-Arts; & rue des Ménestriers, n°. 17, près celle Saint-Martin.



TOUSARD,
LIEUTENANT-COLONEL
DU RÉGIMENT DU CAP,
A
LA CONVENTION NATIONALE.

Votre écrit n'a point fait, d'un brave militaire,
Un traître, un assassin, un lâche incendiaire.
Assurer à chacun ses légitimes droits,
Et mourir, s'il le faut, pour fonder sur les Loix
La Liberté, la Paix, la Fortune publique,
Tels sont mes vœux; voilà toute ma politique.

LORSQUE, sous un autre hémisphere, je verfois
mon sang pour la liberté; que j'enlevois aux An-
glois une pièce de canon, & que je perdis *le bras*
droit à cette action mémorable (1): j'étois loin
d'imaginer alors que le bras qui me reste seroit au-
jourd'hui forcé de tracer ma défense; que je ferois
accusé de manœuvres & de complots contre la
liberté du pays qui m'a vu naître, & que j'aurois

(1) Voyez la pièce I.^{re}

pour accusateurs & pour juges, les délégués & subdélégués du peuple François, pour l'établissement de sa liberté.

Le caractère auguste dont mes accusateurs sont revêtus ne m'en imposera pas (1) : ils ont fait usage de leurs immenses pouvoirs pour désorganiser un Régiment distingué par sa soumission aux loix & à des chefs, qui n'ont jamais cessé d'en donner l'exemple. Pour nous écraser, ils ont abusé du nom sacré des loix ; ils ont adopté & servi les passions & les vengeances d'une faction, sous le joug de laquelle ils sont maintenant asservis. La Convention nationale ne verra plus en eux que des hommes, & elle trouvera en moi un citoyen injustement opprimé par eux.

L'écrit des Commissaires nationaux civils, délégués par le Pouvoir exécutif aux Isles sous le vent, contenant les motifs des suspensions & déportations en France, qu'ils ont prononcées contre les Officiers civils & militaires employés à Saint-Domingue, & particulièrement contre moi, & les questions qui m'ont été faites d'après cet écrit, par le Comité colonial de la Convention, m'ont enfin fait connoître la cause ou

(1) Les Citoyens Polverel, Sonthonax & Ailhaud, délégués par le Pouvoir Exécutif, le 17 Juin 1792, aux Isles sous le vent de l'Amérique.

plutôt les prétextes des traitemens que j'éprouve depuis trois mois, & de ma détention actuelle dans les prisons de l'Abbaye.

Il me sera facile d'établir que les Militaires des différens grades servans au Régiment du Cap, sont, ainsi que moi, victimes de leur patriotisme, de leur obéissance aux loix & aux ordres de ces mêmes Commissaires, & qu'ils ont succombé sous la haine implacable autant qu'active des intrigans & des factieux, dont la conduite étoit perpétuellement en opposition avec la leur, & sur-tout avec leur attachement tant de fois éprouvé aux principes de la régénération française.

Ma conduite personnelle, mes sentimens & mes opinions calomniés directement, me forcent à publier ma défense particulière.

L'écrit des Commissaires, en date du 22 Octobre 1792, dont je viens de parler, porte ce qui suit en ce qui me concerne :

1°. Que M. Toussard partageoit avec M. Cambefort les mêmes *soupçons* de principes contre-révolutionnaires & d'intelligences avec les Esclaves révoltés ;

2°. Qu'il étoit venu nous déclarer que l'ordre par nous donné à M. Cambefort, de se rendre par-devers nous, ne seroit pas exécuté ; que son Régiment ne le souffriroit pas ;

3°. Qu'il a cherché à engager les Gardes nationales du Département de l'Aisne dans la même révolte, à laquelle il croyoit avoir déterminé le Régiment du Cap ;

4°. Qu'il a pour le moins partagé avec les Officiers, Sous-officiers & Soldats ci-après nommés, la résistance à notre ordre concernant l'embarquement de M. Cambefort.

Ces quatre accusations se réduisent à deux.

1°. SOUPÇONS de contre-révolution & d'intelligences avec les Esclaves révoltés.

2°. RÉSISTANCE à l'ordre donné à Cambefort par les Commissaires, en engageant le Régiment du Cap & le Bataillon de Gardes nationales du Département de l'Aisne à s'y opposer.

Quant *aux soupçons* répandus sur ma conduite & jusques *sur mes intentions*, je vais les détruire par le seul narré des faits ; & l'accusation ridicule de *révolte* & de *résistance*, en établissant mon obéissance passive aux Loix, & aux ordres des Commissaires agissant en leur nom. Le simple récit de ma conduite contiendra plus de preuves qu'il n'en est nécessaire.

Absent *depuis six mois* de Saint-Domingue, à l'époque de l'arrivée des Commissaires qui m'accusent ; je n'y étois de retour *que depuis douze jours*, quand ils ont pris contre moi leur Arrêté du 22 Octobre.

Qui peut donc leur avoir donné une connoissance aussi intime de mes sentimens & de mes opinions politiques, & leur inspirer *des soupçons* qu'ils annoncent comme généralement répandus ?

Sont-ce les DRAGONS de toutes les couleurs de la ville du Cap ?

Ce n'est pas sans doute à la barrière de Duplaa qu'ils m'ont *souçonné* d'avoir des intelligences avec les révoltés ? Là je leur ai appris à ne pas craindre des ennemis méprisables ; là je leur ai procuré la douceur de venger la mort de leurs freres massacrés ; le premier je les ai conduits au milieu de ces brigands, malgré le feu de trois pièces de canons que nous leur avons pris ; & si quelques-uns de leurs camarades ont été blessés à mes côtés, le sang qu'ils ont versé a été complètement expié par la mort de MATHURIN & d'une multitude des siens. *Ce soupçon* ne vient point d'eux.

LES GRENADIERS PATRIOTIQUES du Cap sont la plupart d'anciens militaires ; meilleurs Juges de la valeur, ils ont apprécié celui qui marchoit à leur tête ; ils n'ont jamais eu de pareil *soupçon*. Ils n'ont point oublié nos campagnes de Limonade ; les difficultés de celles du Limbé vaincues, & les remparts sur lesquels je les ai conduits (1) ;

(1) Voyez le journal de la Campagne de Limbé.

non ; je n'en doute pas : je conserve des droits à leur estime.

Ce ne sont pas les VOLONTAIRES NATIONAUX du Cap ; compagnons inséparables de nos Chasseurs, dont ils partageoient la gaieté, la bravoure au milieu des dangers ; ils sont incapables d'avoir infnué *des soupçons* aussi odieux sur un Chef auquel ils avoient accordé leur confiance : toujours ils m'ont suivi, & toujours je leur ai dû des succès (1).

BRAVE JEUNESSE du Cap, vous dont je disois, à mon retour du Limbé, en vous présentant à la reconnaissance des Corps populaires : « J'ai trouvé » tous les genres de courage dans des jeunes gens » pleins d'honneur, que leur éducation n'avoit » pas destinés ni accoutumés aux travaux & aux » fatigues militaires. » Il est impossible que vous ayez énoncé *un pareil soupçon*. Je ne changerai jamais d'opinion à votre égard (2).

Une accusation aussi atroce n'a point été suggérée par les HOMMES LIBRES, ci-devant de Couleur ; ils ne peuvent avoir oublié que ma voix s'est fait entendre le 25 Août 1791, dans l'Assemblée coloniale, & a provoqué en leur faveur l'Arrêté des deux Assemblées réunies ; que j'ai été

(1) Voyez les journaux.

(2) Voyez la pièce 2.

les arracher de l'Eglise des Religieuses, où on les tenoit renfermés ; que je me suis occupé de les armer ; de les mettre à même d'aider au Régiment à défendre la ville du Cap , & d'en repousser les brigands ; qu'aidé par les Corps populaires, en quatre jours je les ai mis en campagne , armés & montés ; que pendant celle du Limbé, leur confiance en moi produisit l'effet que je m'étois proposé dans une Proclamation que je leur adressai (1) , puisqu'elle en fit rentrer plus de 400 dans leurs véritables devoirs , & les rattacha à la cause des Blancs ; que le 8 Novembre 1791 je me suis opposé à la sanction de l'Arrêté du 5 du même mois , qui remettoit après la paix à statuer sur leur état politique. Ils se souviennent encore du discours (2) que je prononçai à ce sujet , & dont les bases ont été justifiées par les Représentans de la Nation, dans un Décret du 28 Mars, sanctionné le 4 Avril 1792, & qui m'a coûté ma popularité. Je ne puis croire qu'ils aient énoncé *des soupçons* qui m'ont fait plonger dans des cachots, lorsque j'ai employé la confiance que les Corps populaires & les Citoyens m'accorderoient, pour en tirer ceux des leurs qui y gémissaient (3).

(1) Voyez la pièce 8.

(2) Voyez la pièce 9.

(3) Voyez la pièce 10.

Ce soupçon émaneroit-il directement des Commissaires ? Ils ne me connoissoient pas ! Je ne puis donc en accuser que la faction qui les entoure & qui les opprime. C'est elle qui a accompli les projets conçus depuis l'Arrêté de l'Assemblée de Saint-Marc, dans lequel on avoit osé prononcer *le licenciement des troupes*. C'est elle qui a rempli la ville du Cap d'une multitude d'hommes à ses ordres, tirés de la Saline, du Môle, des Cayes, du Port-au-Prince, & qui se sont couverts du sang de Ferrand-de-Baudieres, Codere, Guitton, Molay, Grelier, Palerme, & d'autres victimes.

Ces effrénés, formant un assemblage inoui d'êtres inconnus aux Citoyens le plus anciennement domiciliés à Saint-Domingue, se sont réunis à ceux qui dans la ville avoient provoqué & exécuté les assassinats des 25 Août 1791 & 14 Août dernier, journées où la destruction des gens de Couleur avoit été solennellement jurée.

Voilà les véritables auteurs de la désorganisation & des dénonciations sous le poids desquelles nous gémissons en ce moment.

Ces soupçons de contre-révolution sont donc dénués de la vraisemblance qui pouvoit les inspirer ; il en est de même de ceux que les Commissaires prétendent, dans leur écrit, avoir été conçus sur des intelligences criminelles avec

ces brigands ! Accusateurs méchans ou aveugles ! Pourquoi donc les amis que vous me faites servir si gratuitement ont-ils dévasté mes plantations (1), brûlé mes possessions avec un acharnement que personne dans la Colonie n'ignore ; pas même vous ? Pourquoi m'ont-ils donc réduit à mes seuls appointemens, que la suspension, quoique provisoire, de mes fonctions vient encore de m'enlever ? Pourquoi donc ai-je été forcé d'arracher ma femme & mes enfans à la flamme & au fer qu'ils dirigeoient contre eux, & de les envoyer sur une terre étrangère (à Philadelphie), où une pension, *le prix de mon sang*, est toute leur ressource ? Et vous osez dire que je ménageois & ma vie & la leur ! Vous poussez plus loin encore votre criminelle audace, puisque vous accusez nos Chefs, mes braves Compagnons d'armes, & moi personnellement, d'intelligences criminelles avec ces assassins, ces incendiaires, ces dévastateurs des propriétés coloniales. Lisez donc cette lettre (2) que m'écrivit le Président de l'Assemblée provinciale :
 « Nous avons eu, Monsieur, par M. le Gouverneur, le détail de vos évolutions d'hier.
 » Nous avons vu avec une très-grande satisfac-

(1) Voyez la pièce 2.

(2) Voyez la pièce 4.

» tion que vous étiez sorti sain & sauf de l'ac-
 » tion que vous avez eue. Nous permettez-vous,
 » Monsieur, de recommander à votre prudence
 » d'arrêter les élans quelquefois trop impétueux
 » d'une bravoure qui pouvoit compromettre les
 » jours précieux d'un Général qui nous est cher à
 » tant de titres ? »

Scrutez ma vie militaire depuis la révolte des
 Negres & des autres rebelles aux Loix de la mere
 Patrie ; arrêtez-vous un instant sur les témoi-
 gnages honorables de confiance que les bons
 Citoyens m'ont toujours accordés, & qui les
 porta à me demander au Général pour les com-
 mander (1). Examinez mes actions, mes dé-
 marches jusqu'au moment où ma santé délabrée
 me força de solliciter un congé pour aller la
 rétablir à la Nouvelle-Angleterre. Les détails de
 tous ces faits sont consignés dans les papiers
 publics & dans mes journaux déposés au Comité
 colonial de la Convention ; on peut les consul-
 ter ; je dois me borner à les indiquer.

Ce congé (2) devenu nécessaire par les fati-
 gues d'une aussi longue campagne & l'air mal-
 sain du Fort-Dauphin, est revêtu de toutes les
 formes civiles, militaires & patriotiques que
 j'avois à remplir comme Officier, comme bon

(1) Voyez la pièce 4.

(2) Voyez les pièces 5, 6 & 7.

Citoyen , pere de famille & cultivateur ; s'il étoit vrai que le plus léger *souppçon* eût flotté sur moi , la surveillance des trois corps populaires étoit alors très-active ; les dénonciations étoient admises & fréquentes , on eût mis obstacle à mon départ. Eh bien ! je n'ai reçu que des témoignages d'estime , de regrets & du desir de me voir revenir promptement.

C'est à Philadelphie que j'ai été ; j'y ai passé les six mois de mon congé ; & ce n'est pas auprès du grand Washington & des chefs de la République américaine , qu'on puise des principes contre-révolutionnaires , qu'on exhale des sentimens ou des projets liberticides : ceux qu'on y professe hautement pour la régénération & la liberté de la France , en sont trop opposés.

C'est ainsi que dans ma juste indignation , j'ai dû repousser des *souppçons* de contre-révolution & d'intelligences avec des brigands & des révoltés : si je n'étois accusé , ils ne pourroient exciter que mon mépris.

Si j'examine ensuite les délits militaires dont on argue contre moi , je reste convaincu qu'au moment même où l'on en traçoit les détails , les Commissaires , dans leur conscience , n'y donnoient aucune croyance. Il est en effet impossible qu'ils se soient véritablement mépris au

motif & à l'époque de la visite que je leur ai faite ; & j'en ai pour garant les remerciemens qu'ils me prodiguerent sur de *simples avis* que je leur donnois pour le rétablissement de l'ordre & de la paix dans toute la sincérité de mon ame. Au surplus, quels ont été ces avis ? Je les engageai, je les pressai même de chercher quelque remede aux maux & aux troubles qui s'annonçoient, & de les employer sans délai ; je les conjurai de se rappeler l'assassinat de Mauduit, & d'éloigner un malheur semblable, qui menaçoit un excellent Militaire, un Citoyen irréprochable, à qui la Colonie a dû souvent son salut ; & ce Militaire, c'est le Colonel du Régiment où je fers ! Il me feroit difficile de rapporter jusqu'aux expressions dont je me servis en cette circonstance ; mais le motif qui m'a conduit chez eux, étoit pur : ils n'ont pu s'y méprendre, & ce sont eux que j'ai maintenant acquis le droit d'accuser. Je leur demande comment ils ont osé présenter comme *une révolte* une démarche toute pacifique, que je faisois de mon propre mouvement, comme simple particulier, n'étant que subalterne, & n'ayant aucun titre pour la faire officiellement ?

Loin d'avoir déterminé le Régiment du Cap à la révolte, je n'eusse jamais imaginé que sa conduite méritât cette qualification : je le voyois,

ainsi que tous mes camarades , pénétré de douleur de l'ingratitude & de l'injustice *révoltante* dont on ufoit à l'égard de son Colonel ; mais il a exprimé son vœu tranquillement , sans tumulte. On voyoit dans la contenance , comme dans les discours des soldats, des hommes profondément indignés & affligés , mais déterminés à obéir au seul mot de LA LOI. C'est ainsi qu'ils se sont conduits envers le Commissaire Sonthonax ; ils lui ont exprimé leur vœu & leur chagrin. Mon caractère loyal & franc ne me permet pas de diffimuler ici que j'ai partagé leurs sentimens.

Suivez sa conduite, le 19 Octobre , il est aisé de voir que ni les Officiers, ni moi n'avons fait de *résistances* aux volontés des Commissaires. Je les défie de produire un seul ordre donné légalement, que je n'aie pas fait exécuter *sur-le-champ* dans cette fatale journée, qui semble avoir été préparée & dirigée pour opérer la dissolution du régiment. Les démarches de tous les Officiers & particulièrement les miennes (puisqu'on me force d'établir ma défense), n'ont eu pour objet que la paix , & même au plus haut prix, & non de souffler l'esprit de *révolte* & de *résistance*. Les Officiers municipaux Picard & Domergue, m'en rendront témoignage.

Une révolte annonce des projets hostiles ; & c'est moi qui ai fait démonter nos deux pieces

de canon. Je me suis porté à la bouche de ceux que les factieux conduisoient contre nous, & presque tous les soldats étoient assis par terre. Témoins de mon dévouement, les deux Officiers municipaux que j'ai nommés, m'ont embrassé les larmes aux yeux : Lachaise lui-même, commandant une des quatre colonnes aux ordres des factieux, m'a donné *le baiser de paix* !

Enfin, les visites que j'ai faites chez les Commissaires n'annoncent-elles pas ma confiance en eux & la pureté de mes intentions ? S'ils en eussent douté, ils étoient les maîtres de ma liberté dans ce tems, comme ils l'ont été depuis ; ils n'avoient qu'un mot à dire, j'étois chez eux, & leur maison étoit environnée de troupes ! Ah ! ils favoient bien que je n'avois pas envie de troubler la tranquillité du Cap : moi ! eh ! n'y avois-je pas placé mon bonheur ? Dans quelle rue, dans quelle maison n'aurois-je pas trouvé un parent, un frere, un ami ?

Quant à l'accusation d'avoir voulu séduire le bataillon de l'Aisne, j'y réponds en peu de mots ; c'est une calomnie de plus. Ce qu'elle a de particulier c'est d'avoir été présentée de manière à n'exciter d'autre sentiment que celui de la pitié. Elle repose sur une simple assertion ; on ne l'a pas même entourée de ces détails, de ces lieux communs dont elles sont ordinairement tissues,

& la dénégation fuffit contre une telle abfurdité. J'avois cru jufqu'ici que les Commiffaires m'accordoient du bon fens, & je demande s'il y en auroit eu à moi à me jouer aux Gardes nationales du Département de l'Aifne, pour leur inspirer la défo-
béiffance à la *volonté des Commiffaires nationaux*, & fur-tout après le refus qu'ils avoient fait le matin d'obéir à d'Esparbès, Gouverneur général (1)?

J'ai répondu par des faits conftans & notoires à de *simples foupçons*.

J'ai prouvé, par le détail de ma conduite, que les autres accusations étoient auffi peu fondées.

Je me résume : on m'a accusé de partager avec Cambefort, Colonel du Régiment du Cap, les *mêmes foupçons* de contre-révolution & d'intelligences avec les Negres révoltés.

Je les détruits, ces foupçons, par les preuves d'une activité continuelle contre ces mêmes Negres révoltés ; par l'énoncé de mes combats & de mes succès contre eux ; par une abfence de fix mois, que j'ai paffés à la Nouvelle-Angle-terre avec ma femme & mes enfans ; ce n'est pas là la marche d'un contre-révolutionnaire. Mon congé ; fa publicité & les formalités que j'ai remplies en quittant Saint-Domingue ; enfin

(1) Voyez le Mémoire de Desparbès.

mon retour dans cette colonie qui, n'étant antérieur que de douze jours à l'acte qui prononce ma suspension & ma déportation, n'a pu même laisser le tems de naître aux soupçons sur lesquels on a cherché à le motiver. Mes plantations dévastées; mes habitations incendiées; l'acharnement avec lequel ces brigands, nos prétendus amis, m'ont poursuivi dans ma personne, dans celle de ma famille & dans la destruction de mes propriétés : les lettres (1) infiniment honorables que j'ai reçues des Présidens des Corps populaires & en leurs noms; la réputation dont j'ai toujours joui dans ma conduite publique & privée : la terreur que mon nom seul répandoit parmi les Negres en révolte; le succès de mes différentes campagnes contre eux; plus de quarante bouches à feu (2) que je leur ai enlevées. En est-ce assez pour répondre *aux soupçons* de ces Commissaires ?

Ils me reprochent ensuite ma *résistance* à leurs ordres, la révolte prétendue du Régiment du Cap & celle à laquelle je me suis efforcé de déterminer les Gardes nationales du Département de l'Aisne, relativement à l'embarquement de Cambefort prononcé par eux.

(1) Voyez les pièces 8, 9, 10 & 11.

(2) Voyez les Journaux.

On a vu au contraire dans le récit simple & vrai de ma conduite , mon obéissance passive , mon amour de la paix & de la tranquillité des citoyens du Cap ; il suffit de l'avoir lu pour être convaincu que j'ai fait depuis la révolution , & notamment le 19 Octobre dernier , tout ce que l'on devoit attendre d'un Militaire expérimenté & prudent , & sur-tout d'un excellent citoyen & d'un pere de famille.

Je rougis de tracer ici mon éloge ; mais ma défense & celle de mes camarades , compagnons maintenant de mon infortune , l'exigent impérieusement.

Si j'étois chargé de l'honorable mission de justifier le Régiment (1), je ferois connoître sa conduite exemplaire dans tous les tems , dans toutes les circonstances ; sa subordination inaltérable ; son dévouement absolu à la colonie , qui lui a coûté les deux tiers de ses Soldats & la moitié de ses Officiers. Je montrerois ce brave & incorruptible Régiment comblé de témoignages de l'attachement & de la reconnoissance des citoyens , des éloges & des bénédictions des Corps populaires jusqu'au moment où les Commissaires actuels sont descendus dans cette in-

(1) Voyez le Mémoire de Cambesfort, Colonel de ce Régiment.

fortunée Colonie. Je peindrois tous ses mouvemens pendant la fameuse journée du 19 Octobre, & je démontrerois que le jour qu'on semble avoir choisi pour oser l'accuser, a mis le comble à l'évidence de son patriotisme & de son obéissance passive aux ordres émanés d'une autorité légitime; je dirois que les Officiers en ont donné les premiers l'exemple en exécutant, *sans aucunes réclamations*, l'ordre d'embarquer le Régiment. Qui pourroit donc leur faire un crime aujourd'hui de s'être soumis à cet ordre même; d'avoir suivi leur chef & bravé les humiliations & les dangers dont leur départ a été accompagné?

CITOYENS NOS REPRÉSENTANS, examinez la conduite du Régiment du Cap depuis la révolution, & voyez tous les pièges dans lesquels on a voulu l'engager.

Voyez-le seul, contre une horde d'assassins & d'incendiaires, se portant par-tout, malgré la disproportion inouïe de ses forces; dispersé sur près de soixante lieues de côtes, & maintenant par-tout l'ordre public, faisant respecter les loix & les propriétés; inspirant la confiance aux citoyens, & leur montrant sans cesse l'exemple du vrai patriotisme, du courage & de la subordination.

Voyez la moitié des braves gens dont il étoit composé, plus heureux hélas! que nous ne le

sommes en ce moment , succomber aux fatigues ou sous le fer des brigands , avec lesquels on ose pourtant les accuser , après leur mort , d'avoir été d'intelligence ; d'autres forcés de repasser en France , dans l'état le plus déplorable , & prononcez sur le sort de ceux dont les Commissaires du Pouvoir exécutif ont ordonné la déportation ; qui , à leur arrivée en France , ont été conduits de cachots en cachots & jetés enfin dans les prisons de l'Abbaye.

FONDATEURS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇOISE , nous vous croyons inaccessibles à toute espece de prévention. Ne vous laissez pas entraîner par celle que pourroient vous donner les Commissaires du Pouvoir exécutif. Hâtez-vous de dissiper les doutes qu'on a voulu vous inspirer sur les sentimens & le patriotisme des Officiers du Régiment du Cap : juges-les par leur conduite.

Pour moi , j'ai perdu un bras pour fonder sur des bases inébranlables la liberté américaine. Je vous offre celui qui me reste. Si les différens Ministres qui se sont succédés , avoient exécuté à mon égard les décrets des Assemblées constituante & législative , vous m'auriez vu depuis longtems sur les frontieres où mon rang d'ancienneté me plaçoit ; les lettres que j'ai écrites à ce sujet sont demeurées sans réponse. J'avois cru qu'il suffisoit de leur indiquer que mon nom se trouvoit avan-

tageusement placé dans tous les papiers publics ; cette maniere de solliciter une faveur qui m'étoit due , n'étoit pas fans doute celle que je devois employer , puisqu'ils font restés sourds à cette voix.

CONCITOYENS , c'est à vous qu'il appartient de réparer leurs injustices , mettez à profit mon zele & celui de braves militaires calomniés de la maniere la plus atroce , & qui brûlent, ainsi que moi, d'aller de nouveau répandre leur sang pour maintenir dans toute son intégrité le territoire de la République. Le mien est accoutumé à arroser les terres où la liberté s'élève ; faites-lui reprendre son cours naturel ; que la vérité dans la bouche d'un soldat , plus accoutumé à manier les armes que la plume , brille enfin à vos yeux ; puisse-je vous avoir démontré l'innocence de tous les militaires accusés du Régiment du Cap !

Calomniés & presque sacrifiés du moment qu'on a prononcé nos suspensions & nos déportations ; avilis ensuite & traités en criminels , notre premiere entrée sur cette terre de liberté , a été marquée par la privation de la nôtre ; mais nos ames flétries par l'injustice & les humiliations , reprennent toute leur énergie , lorsque nous pensions que nos Juges sont les citoyens dont la France entière attend ses loix & son bonheur.

TOUSARD , *Lieutenant-Colonel
du Régiment du Cap.*

E X T R A I T

Des Pièces justificatives que j'ai citées (1).

N^o. I.

Une Lettre flatteuse de Henri LAURENS, Président du Congrès, qui accompagne le Resolved, dont l'extrait suit :

L'une & l'autre pièce traduite & certifiée par Benjamin FRANKLIN, en date du 29 Octobre 1778.

AYANT reçu une lettre..... qui contient un exposé de la conduite courageuse de M. Toufard, Capitaine d'Artillerie du Régiment de la Fere, en S'EMPARANT D'UNE PIECE D'ARTILLERIE de l'ennemi, dans laquelle action il a PERDU UN BRAS par la décharge d'une pièce qui lui étoit opposée.

RÉSOLU que l'intrépidité de M. Toufard dans la dernière action de Rhode-Island, mérite les plus grands éloges, & que le Congrès, en considération de son zèle & du malheur qu'il a éprouvé, élève ledit M. Toufard par brevet au grade de Lieutenant-Colonel dans les armées des États-Unis, & qu'il recevra une pension de

(1) Les originaux de ces pièces sont déposées au Comité colonial.

30 dollars par mois , durant sa vie sur le trésor des États-Unis de l'Amérique.

Extrait de la minute. Signé Charles THOMPSON, Secrétaire.

I I.

EXTRAIT de mon Discours à l'Assemblée coloniale, à mon retour du Limbé, le 6 Novembre 1791.

. DÉJA j'ai joui , ainsi que mes braves compagnons d'armes , de la reconnoissance de toutes les malheureuses victimes que nous avons arrachées des mains des brigands , & qu'il a fallu rechercher dans le fond des bois , de retraite en retraite ; j'en ai déjà fait passer au Cap soixante-trois : aujourd'hui vous en allez voir arriver un pareil nombre , sans compter plus du double de femmes & enfans de Gens de Couleur libres.

Déjà plus de 500 Mulâtres & Nègres libres sont rendus aux deux camps que j'ai établis : une partie d'entr'eux a été armée par les habitans.

. Enfin le territoire du Limbé ne fera plus souillé du sang des fréquentes victimes que la rage de ces forcenés immoloit à leurs fréquentes fantaisies.

.
Je dois , Messieurs , saisir ce moment pour remercier , en présence de cette auguste Assemblée , Messieurs les Officiers & Soldats des troupes patriotiques , du courage & de la constance qu'ils

ont montrés pendant une campagne longue & pénible ; accoutumés chez eux à l'aisance, ils ont partagé, sans murmurer, la nourriture frugale que les circonstances ont souvent réduite, avec nos troupes de ligne. Je me suis plus souvent aperçu de leur excessive fatigue, qu'ils ne m'en ont entretenu.

Mes chers compagnons d'armes ! Je ne parle pas à nos augustes Représentans, de votre courage devant l'ennemi ; je ne leur dis pas qu'il m'eût été difficile, en vous conduisant sur ce fameux rempart teint du sang de plusieurs d'entre vous, d'affirmer si c'est un Volontaire, un Grenadier ou un Chasseur qui y est monté le premier ; que dans tous les obstacles que vous avez rencontrés, vous auriez voulu toujours être les premiers à vous mettre en avant pour les surmonter. J'ai trouvé tous les genres de courage dans des jeunes gens pleins d'honneur que leur éducation n'avoit pas destinés ni accoutumés aux travaux & aux fatigues militaires.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT.

I I. *Bis.*

MONSIEUR LE COMMANDANT,

Il m'est bien doux d'être en ce moment l'organe de l'Assemblée générale, & de pouvoir vous

offrir, au nom de la partie françoise de Saint-Domingue, le tribut de reconnoissance qui vous est dû à tant de titres, ainsi qu'aux braves militaires qui ont combattu sous vos ordres.

Le plaisir & l'empressement que témoignent les citoyens à se réunir sous vos drapeaux, ne vous laissent aucun doute, Monsieur le Commandant, sur la confiance que vous avez su leur inspirer, & l'attachement qu'ils vous portent. Animées par votre exemple, & assurées de la sagesse de vos plans, & de la justesse de vos combinaisons, les troupes que vous commandez ne trouvent point d'obstacles insurmontables, de postes imprenables, d'ennemis invincibles, & le succès le plus complet a toujours couronné vos opérations.

Mais tel est le malheur des circonstances, que tandis que vous rétablissiez l'ordre dans une partie de cette dépendance, en exterminant les brigands qui l'infestoient, *vos possessions devenoient la proie des flammes* : ainsi donc, victime de votre patriotisme, vous avez fait taire votre intérêt particulier devant l'intérêt général.

Jamais les habitans de la ville du Cap, de la province du Nord, de la Colonie entière, n'oublieront le zèle que vous avez mis à voler à leur défense ; jamais ils ne pourront oublier que votre sollicitude s'est principalement portée sur un grand

nombre de femmes , de vieillards & d'enfans ; qui étoient au pouvoir des brigands , & qui seroient indubitablement périss sous le fer des assassins , si vous ne vous étiez empressé à les sauver ; & votre nom , cher à tous les Colons , demeurera gravé dans leurs cœurs en traits ineffaçables.

Signé PETIT DESCHAMPEAUX , *Président.*

BESNARD BOISSET , *Vice-Président.*

I I I.

L'Extrait de la lettre de Domergue, Président, est mis dans le Mémoire ; l'original est au Comité colonial.

I V.

Ordre de Commandement.

D'après le vœu de l'Assemblée provinciale du Nord, consigné dans la dépêche de son Président, en date de ce jour, nous autorisons M. Toufard, Lieutenant-Colonel du Régiment du Cap, à accepter le commandement des forces patriotiques, destinées à réprimer l'insurrection des ateliers, laquelle mission remplie, M. Toufard reprendra ses fonctions dans son Régiment.

Au Cap, le 23 Août 1791.

Signé BLANCHELANDE.

V.

Extrait du Congé accordé à M. Toussard.

Sur la demande qui nous a été faite par le Citoyen Cambefort, Colonel du Régiment du Cap, d'un congé de trois mois, pour M. Toussard, Lieutenant-Colonel audit Régiment, à l'effet de passer à la nouvelle Angleterre, pour y rétablir sa santé, que les fatigues excessives qu'il a éprouvées depuis la révolte des esclaves, ont extrêmement dérangée.....

Signé BLANCHELANDE.

V I.

Extrait des Registres du Greffe du Siège-Royal du Cap, du 30 Mars 1792.

V I I.

Annnonce du départ, par trois fois, le 31 Mars 1792 & suivans. — Journal des débats de l'Assemblée coloniale de Saint-Domingue, p. 880.

N°. V I I I.

Proclamation aux Gens de Couleur & Negres libres du Limbé.

J'engage tous les Mulâtres du Limbé à venir

me rejoindre : que font-ils dans le camp des esclaves révoltés ? Est-ce aux enfans des Blancs à être les esclaves d'infames brigands ? J'ai juré de les exterminer tous : craignez d'être compris dans leur proscription : profitez du moment que ma bonté vous accorde ; autrement , plus de grace : vous , vos enfans , vos femmes & vos habitations ferez la proie & du fer & des flammes. Venez avec confiance , je vous recevrai de même , c'est moi qui vous en donne ma parole.

Au camp du Carrefour , le 31 Octobre 1791.

Signé TOUSARD.

N^o. I X.

Extrait du discours prononcé par Tousard à la séance de l'Assemblée coloniale , le 8 Octobre 1791 , où les trois Corps populaires , les Chefs de Corps civils & militaires avoient été invités d'assister (1).

MESSIEURS,

Soldat citoyen , je vous dois , d'après votre invitation , la communication de mes pensées sur le sujet qui vous occupe , comme je dois à ma patrie le secours de mon bras ; souvenez-vous

(1) L'original est la pièce 19 de la production de Camillefort.

du jour où, revenant de ma première expédition, vous daignâtes applaudir à mon zèle. Enhardi par la confiance que vous me témoigniez, j'osai, en élevant la voix dans cette enceinte, mettre sous vos yeux la foiblesse de nos moyens militaires pour réprimer la révolte & éteindre les flammes qui nous environnoient de tous côtés; frappé du spectacle qui s'étoit présenté à mon arrivée, des Gens de couleur massacrés, le reste cherchant près de vous un asyle & vous demandant fauve garde; j'osai, dis-je, Messieurs, vous présenter une grande vérité; j'osai vous dire qu'il vous étoit impossible de sauver la Colonie sans armer les Gens de couleur & Negres libres: cette motion reprise dans l'après-midi, adoptée à l'unanimité par les deux Assemblées réunies, vous a sur le champ procuré un renfort de six cents bons & excellens Soldats.

Depuis ce moment, par justice & par reconnaissance, vous n'avez cessé de vous occuper de leur sort & de leur état politique. J'ai suivi les discours de vos Orateurs à leur sujet & les raisonnemens qui ont décidé vos arrêts en leur faveur, des 5, 6 & 20 Septembre dernier.

Je les ai présentés comme motifs d'encouragement à tous les braves gens qui m'ont procuré quelques succès; ils ont vu avec une sensibilité qui a accru leur dévouement, que tandis qu'ils

combattoient pour la patrie, les augustes Représentans de la Colonie, *dont ils font partie*, s'occupoient d'améliorer leur fort & leur état politique.

Quel changement ! Messieurs ; votre arrêté du 5 détruit entièrement tout ce que vous aviez annoncé que vous feriez en leur faveur.

Que pourront-ils penser de vos dispositions ? Messieurs. Que pourront-ils penser de moi ? Que vous les avez trompés, que je les ai trompés de même.

Si M. le Général sanctionnoit un pareil arrêté ; s'il devenoit loi pour les Gens de Couleur ; craignez, Messieurs, que dans leur position, ne croyant plus à vos promesses, ils ne bravassent vos menaces & vos ordres. Non, M. le Général n'y donnera pas sa sanction ;

Voici donc, Messieurs, ma profession de foi : je suis trop avare du sang de mes concitoyens & des Soldats qui seront sous mes ordres, & ils me rendront justice à cet égard, pour les mener dans tel quartier de cette province où il existeroit une *neutralité armée*, ou des Gens de Couleur entraînés à l'insurrection par la défiance, le découragement & les menaces.

Je crois qu'il est du plus grand intérêt pour la Colonie de Saint-Domingue , que l'assemblée générale de ses Représentans usant du droit qui lui est attribué par l'article III du Décret du 24 Septembre , saisisse avidement le pouvoir d'accorder aux Gens de Couleur , comme un bienfait , ce qu'elle étoit décidée à leur accorder par nécessité , & de les en mettre sur-le-champ en possession.

Je crois que la reconnoissance qu'excitera dans le cœur des Gens de Couleur le parti que vous prendrez au moment où la France vous rend les arbitres de leur état , peut seul cimenter inaltérablement l'union intime de leurs intérêts avec les nôtres ; que cette union est absolument nécessaire pour détruire nos ennemis communs , &c.

N^o. X.

Extrait des registres de l'Assemblée générale de la partie françoise de Saint-Domingue (1).

De la séance du 7 Octobre 1791 a été extrait ce qui suit :

L'Assemblée générale délibérant sur le contenu d'une lettre de M. Toussard , du 5 de ce mois ;

(1) Pièces 16 & 17 de la production du C. Cambesfort.

& après avoir entendu le rapport de son Commissaire sur les causes de la détention des Hommes de Couleur libres, en faveur desquels M. Toufard sollicite les bontés de l'assemblée,

A arrêté & arrête qu'à l'égard des nommés Gélard ; Jean-Louis d'Almettre ; Pierre-Paul , dit Minister ; M. L. ; Pierre Loufaur , dit Dacufio ; Georges Bauregard ; N. L. & Jacques Paul , se disant libres , & qu'on croit appartenir à M. Esdras , détenus dans les prisons royales de cette ville aux ordres du bureau de Police , pour statuer ce que de droit : auquel effet , expédition du présent Arrêté , ainsi que de la lettre de M. Toufard , fera remise au bureau de police ;

.....
Qu'en ce qui concerne le nommé Charles Binaud , M. L. , aussi condamné aux galeres pour trois ans , pour fait de rébellion contre une garde armée , prenant en grande considération la demande de M. Toufard en sa faveur.....

.....
De plus , Garfan & Counbrellant , N. L. & Pierre Lallemand , Q. L. :

Signé PONCIGNON.

Approuvé BLANCHELANDE.

X I.

*EXTRAIT de différentes lettres des Présidens des
différens corps populaires.*

24 Septembre 1791.

MONSIEUR LE COMMANDANT ,

Les applaudissemens au bruit desquels vous
avez été accueilli & reconduit ce matin , quand
vous nous avez fait l'honneur de venir parmi
nous , ne vous ont exprimé que foiblement le
plaisir qu'a éprouvé l'Assemblée à vous recevoir
dans son sein , & a recueilli de votre bouche le
récit du succès de vos armes.

Signé DOMERGUE , jeune , Président.

MONSIEUR ,

Cap., 9 Décembre 1791.

L'Assemblée provinciale , à qui M. le Lieute-
nant au Gouvernement général a communiqué
vos dernières dépêches , me charge de vous té-
moigner qu'elle voit avec beaucoup de satisfac-
tion la conduite pleine de sagesse & de fermeté
que vous tenez à la tête de l'armée , qui doit
protéger la partie de l'Est de la province , sans

exposer un seul homme, sans verser une seule goutte de sang ; vous avez jusqu'à présent contenu les brigands, & presque ramené à leur devoir les hommes de Couleur égarés ; l'Assemblée espere que vous terminerez glorieusement ce grand ouvrage ; vous persuaderez , vous vaincrez , s'il le faut , & vous ajouterez de nouveaux titres à ceux qui vous ont déjà concilié l'estime & l'attachement de vos concitoyens.

Salut,

JOUBERT , *Président.*

Cap, ce 10 Décembre 1791.

Votre dernière lettre a manifesté à l'Assemblée vos soins & vos sollicitudes pour l'intérêt de la Colonie & la prospérité des objets qui vous sont confiés ; elle ne s'attendoit à rien moins de votre part ; & comme elle est convaincue de vos talens , & qu'elle est accoutumée à vous voir suivre par-tout de la victoire ; elle compte entièrement sur vos succès , dans la commission importante où vous vous êtes voué , & sera toujours flattée d'être l'organe de la reconnaissance de la Colonie pour le bien que vous lui aurez fait.

Salut,

DEMUN , *Président.*

*LE PRÉSIDENT de l'Assemblée coloniale à
M. Toussard , Lieutenant-Colonel du Régiment
du Cap , ce 18 Décembre 1791.*

Chargé par l'Assemblée coloniale de vous exprimer les sentimens que vous avez si bien mérités d'elle ; je me félicite d'être son organe auprès de vous. Elle a vu, M. le Commandant, dans la lettre (1) que vous avez adressée à l'un des émissaires des brigands, lorsque vous les avez congédiés, que vous saviez allier au même degré les talens précieux du négociateur, & la fermeté du chef militaire. Vous avez pressenti avec justesse la conduite que lui prescrivoit sa dignité, & vos vues se trouvent parfaitement conformes avec celles qui l'ont dirigée, ainsi que MM. les Commissaires nationaux civils ; elle en attend le plus grand succès, pour la tranquillité de la partie du Nord, qui doit autant à votre caractère personnel, qu'à vos victoires, le bonheur dont l'Assemblée coloniale a tout lieu d'espérer que cette intéressante province jouira bientôt.

Vous avez bien mérité le repos, M. le Commandant, mais la chose publique est toujours

(1) Cette lettre est dans mon Journal.

en danger , & votre ame active s'occupera de sa conservation, jusqu'à ce que vous ayiez achevé votre ouvrage. Moissonnez toujours les palmes & les lauriers, il vous fera bien plus doux d'avoir à vous reposer sous leur ombrage.

Salut,

DE FAVARANGE , *Président.*

Pour extraits fidèlement tirés des pièces originales déposées au Comité colonial de la Convention. A Paris, ce 16 Janvier 1793 , l'an second de la République.

Signé TOUSARD.

NOUS soussignés, ayant pris connoissance de l'Adresse du Lieutenant-colonel Tousard à la Convention nationale, avons donné notre adhésion à ce qu'elle renferme ; moi Cambefort, comme témoin de la conduite de cet Officier depuis que je suis Colonel du régiment du Cap ; & nous Gabriël Lavalliere ; Joseph Labigne ; Pierre-Marie-Louis-Vincent Poitou ; Etienne-François Lamorandiere, *Capitaines* ; Paul Ancelet-d'Áy ; Louis Mansuy ; Charles Vauloger ; Pascal d'Alard, Henri-Gabriël Bajoliere, *Lieutenans* ; François Picot-Sainte-Marie ; David Strunze ; Philippe Landais, *Sous-Lieutenans* ; André-François Nona, *Adjudant* ; Ambroise Girard, *Sous-Officier* ; tous du régiment du Cap, en ce moment détenus

à l'Abbaye comme témoins & ayant partagé les travaux militaires, & notamment en ce qui regarde la journée du 19 Octobre 1792 : en foi de quoi nous avons signé la présente adhésion. A l'Abbaye, le 16 Janvier 1793, l'an deuxieme de la République François.

CAMBEFORT. LAVALLIERE. POITOU. LABIGNE.
LAMORANDIERE. ANCELET-D'AY. MANSUY.
VAULOGER. D'ALLARD. BAJOLIERE. PICOT-
SAINT-MARIE. STRUNZE. LANDAIS. NONA.
GIRARD.

Nous Colonel & Commandant l'Artillerie à Saint-Domingue durant tous les événemens rapportés au présent Mémoire, reconnoissons & donnons notre adhésion à tout ce qui y est rapporté. *Signé* POMEIROLS.

De l'Imprimerie de N. H. NYON, Imprimeur
rue Mignon, 1793.

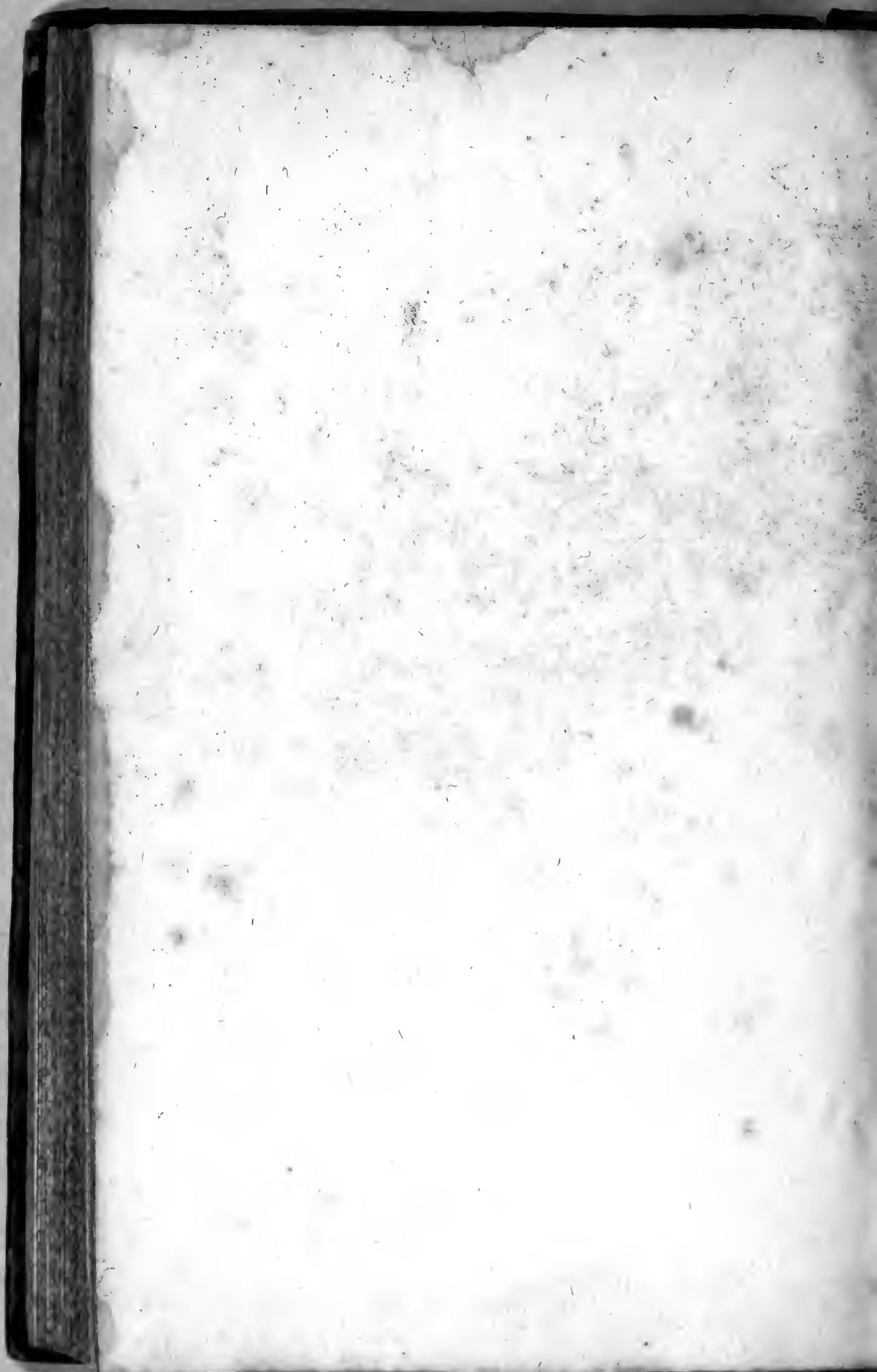


PRÉCIS

DE la justification de JOSEPH-PAUL-AUGUSTIN CAMBEFORT, Colonel du Régiment du Cap, & des autres Militaires déportés de Saint - Domingue, RIGOREUSEMENT DÉMONTRÉE par les seules Pièces justificatives déposées au Comité Colonial de la Convention Nationale.

LES diverses inculpations faites aux militaires du Régiment du Cap, déportés de Saint - Domingue par ordre des Commissaires délégués par le Pouvoir exécutif, sont toutes renfermées dans des soupçons qu'ils prétendent avoir conçus; & parmi ces soupçons, il en est UN dont les autres ne sont que les conséquences nécessaires.

CE SOUPÇON est que nous étions d'accord avec les Negres révoltés, & autres rebelles aux Loix de la Mere - Patrie, & que nous



E 793

C 174 n1



8402



